



NOS

DIVISIONS POLITIQUES

**Revue de nos Luittes depuis 1840 ; Résultats de ces Luittes,
et nécessité de l'Union entre tous les Canadiens,**

PAR

C. J. L.-LAFRANCE.

QUÉBEC :

IMPRIMÉ À L'ATELIER DE L'ÉVÉNEMENT.

1873

DIVISIONS POLITIQUES

Revue de nos limites depuis 1840 : Résumés de nos limites
et nécessité de l'union entre les Canadiens.

G. J. LAFRANÇOIS

QUÉBEC :

IMPRIMERIE A. LAFRANÇOIS

1878

NOS DIVISIONS POLITIQUES

Après la conquête du pays par l'Angleterre, les Canadiens demeurés seuls un face d'ennemis qui avaient juré leur perte, comprirent que s'ils voulaient conserver distincte et forte cette nationalité pour la défense de laquelle ils venaient de faire tant et de si douloureux sacrifices, il leur fallait se rallier sous un même drapeau et n'avoir qu'une ambition, qu'un but.

Aussi eut-on, de la conquête aux sanglants événements de 37, le spectacle grandiose et instructif d'un petit peuple que l'infortune et l'abandon avaient frappé, que la force avait écrasé, mais non dompté, présentant à ses ennemis une masse compacte, unie, impénétrable, et marchant fier et sans crainte dans une unanimité qui commandait partout le respect et l'admiration.

Grâce à cette union sans exemple, ce peuple qui lors de la conquête ne comptait que 60,000 âmes était au bout de trois quarts de siècle, devenu un peuple de près d'un million ; et cette force qu'il avait acquise, en dépit des injustices les plus criantes, de l'arbitraire le plus infâme, des haines amoncelées, des terribles colères et des honteuses violences de ces sombres et farouches proconsuls qui si souvent passèrent sur le pays comme la tempête, il la devait toute entière à son unité, à sa foi dans l'avenir, à sa confiance dans l'honneur et le patriotisme, à sa fidélité inébranlable au souvenir de la grande nation, de cette vieille patrie française dont il avait mission de perpétuer sur le sol américain les croyances et la langue.

Lorsque les sanglants événements de 37 eurent prouvé à la métropole que nos

pères étaient unis et décidés à ne rien céder, à défendre jusqu'au bout leurs institutions sans cesse attaquées, à revendiquer leurs droits et privilèges même au prix de leur sang, même en montant sur les planches hideuses de l'échafaud, l'on vit un terme aux injustices ouvertes, à cette guerre acharnée que l'on faisait à la race canadienne-française, à ses croyances, à sa langue ; mais malheureusement l'on vit en même temps la fin de cette union admirable qui avait fait la force de notre nationalité, l'avait fait grandir depuis la conquête, et vers laquelle il nous faudra un jour retourner si on ne veut pas périr, si on veut que notre race se maintienne et soit toujours une race modèle en Amérique.

Dès lors la division s'est mise parmi nous et depuis—il y aurait faute à le cacher—nous perdons sans cesse du terrain, la misère et le malheur se sont abattus sur nos compatriotes, ils peuplent par milliers la terre étrangère, l'avenir s'assombrit tous les jours, et notre influence s'affaiblit non-seulement sous le rapport du nombre, mais encore sous tous les autres rapports.

Qu'est-ce qui a détruit cette admirable union de nos pères ? Qu'est-ce qui a amené parmi nous cette fatale division qui depuis 30 ans use l'énergie de notre race, ruine notre caractère national, menace de détruire les traits caractéristiques les plus beaux et les plus dignes de notre nationalité, et de nous arracher jusqu'au dernier lambeau de ce qui nous reste de français ?

Ah ! on ne le sait que trop.

L'Angleterre mal inspiré par ses nationaux, représentée par une lâche et

odieuse oligarchie, et n'ayant nulle confiance dans les Canadiens qui pourtant lui ont en maintes circonstances prouvé leur fidélité, voulait toujours angliciser et faire disparaître ce petit peuple qui lui avait si vigoureusement résisté. Voyant que des luttes ouvertes ne faisaient que fortifier cette nationalité française, elle changea de tactique, elle cessa son opposition, ses violences impuissantes, et se rendit pour notre malheur aux conseils machiavéliques du fameux Durham qui avait dit :

Plus de luttes ouvertes, plus de violences contre les Canadiens-Français, cela les engage à s'unir comme un seul homme. Semez plutôt la corruption, achetez les chefs, les âmes vénales qui se trouvent chez tous les peuples, donnez à celui-ci de l'or, à celui-là un titre, à cet autre un hochet quelconque, et ces hommes vous aideront en retour à diviser leurs compatriotes, et vous briserez à jamais cette union admirable des Canadiens qui les rend si forts.

Et depuis 1840, depuis le gouvernement responsable, il n'y a plus en effet de guerre ouverte, il n'y a plus de tyrannie au grand jour, mais il y a une guerre sourde, il y a cette guerre démoralisatrice et dissolvante de la corruption, de l'achat des consciences, du règne de toutes ces hontes qui font renier la patrie et tomber un peuple. La vieille politique anglaise qui pour parvenir à ses fins, a semé l'or dans tous les pays du monde, qui partout a soulevé les passions, les instincts mauvais, les haines religieuses, le fanatisme, s'est établie parmi nous et a trouvé des âmes ouvertes à la tentation.

Que l'on dise ce que l'on voudra pour défendre des maîtres il n'est malheureusement que trop vrai que l'Angleterre a toujours travaillé au nivellement des races en Canada, et qu'il s'est trouvé des hommes, des canadiens pour exécuter cette politique—des canadiens qui poussés par l'ambition, par l'amour du luxe, des titres, des jouissances de la fortune, se sont fait les instruments de la métropole, ont semé la division parmi leurs compa-

triotes, et au moyen de ces divisions créées par la calomnie, par l'exploitation des préjugés, par l'or anglais et canadien, se sont rendus maîtres du pouvoir.

Leurs efforts pour le malheur de notre race ont été couronnés de succès, et la belle union de nos pères n'existe plus. Deux partis depuis 30 ans divisent les canadiens, le parti national ou libéral, et le parti dit conservateur ou le parti tory, — le vieux et véritable parti canadien-français voulant continuer l'opposition aux idées de la métropole, se défiant toujours et avec raison de la politique anglaise, et ne travaillant que dans les intérêts canadiens-français avant tout, et le parti des hommes qui après avoir continué pendant quelque temps le vieux parti canadien libéral renient leur patriotisme de 37, se firent les instruments dociles de la métropole, consentirent à se mettre en tout et partout à la remorque des idées, des vues, des projets anglais, dument ces idées, ces vues, ces projets être la ruine, la désunion, notre perte.

LE PARTI LIBÉRAL.

Quels été et qu'a toujours voulu le parti libéral, que l'on a désigné, dans un but d'extrémisme, sous les noms de rouges, de communistes, de socialistes, (mais qui a en sa prise sa véritable dénomination de parti national ?

Peu de temps après l'octroi du gouvernement responsable il devint le système préconisé par Lord Durham. Les hommes qui avaient le plus fortement répudié l'Angleterre devinrent tout-à-coup les défenseurs utiles de la politique, et cherchèrent par tous les moyens à bailler leurs compatriotes à leurs vues et à celles de la métropole. C'est de là que date cette dangereuse scission qui nous a été si funeste.

Un grand nombre de Canadiens refuseront de suivre les nouvelles idées de l'Angleterre dans leur évolution politique. Ils se réunissent en une phalange compacte, courageuse, déterminée à

poursuivre et à continuer la vieille politique nationale qui avait donné une si grande influence aux Canadiens, et qui avait forcé la métropole à leur accorder un système de gouvernement plus libéral et plus juste—système de gouvernement dont une franche application eût pu, sous des chefs dévoués comme autrefois, faire grande et forte notre nationalité qui avait eu grandir sous l'arbitraire le plus terrible. Mais malheureusement les hommes de la politique anglaise n'avaient plus rien de l'ancien patriotisme ; ce qu'il leur fallait, c'était au lieu des bénédictions du peuple, les titres et l'or de la métropole.

Le vrai parti libéral, s'est vu en butte à bien des haines, à bien des colères, parce qu'il suivait la politique essentiellement canadienne-française, essentiellement nationale, tracée par notre fier et grand tribun, l'honorable L. J. Papeau, politique qui consistait à lutter sans relâche contre les tendances égoïstes de la métropole, à secouer autant que possible ce joug mercantile qui pesait si lourdement sur notre population, gênait ses développements, et sacrifiait les intérêts canadiens aux intérêts des marchands de la mère-patrie ; à s'opposer avec toute la vigueur possible à ces empiétements lents mais continus, souvent à peine perceptibles, mais toujours réels, qui peu à peu nous arrachent un à un tous nos droits ; à réclamer sans cesse justice pour tous, la diminution du patronage, la fin des gaspillages, une plus grande économie, de nouvelles réformes ; à vouloir enfin à la tête des affaires des hommes qui ne fussent pas l'expression des idées anglaises, mais des hommes amis de leur pays, qui par des lois sages, judicieuses, nationales, pussent faire surgir le travail, la prospérité et le bonheur dans le pays.

De fait c'est à ce parti que l'on doit la plupart des réformes obtenues. S'il n'a pas eu le pouvoir en main pour faire passer ses mesures, il a du moins forcé ceux qui étaient à la tête des affaires à les accorder.

la Tenure Seigneuriale, abolition à laquelle les conservateurs s'opposèrent de toutes leurs forces pendant des années, représentant les libéraux qui voulaient cette réforme comme des socialistes, les misérables qui voulaient bouleverser le pays et la société. Et cependant un beau jour ces soi-disant conservateurs firent volte-face, s'emparèrent du projet libéral, et abolirent la tenure seigneuriale en ce pays.

C'est à lui que l'on doit l'élection des membres du Conseil Législatif avant la Confédération, projet qui souleva d'abord la fureur et les insultes des conservateurs, mais dont ils s'emparèrent néanmoins un jour afin de ne pas tomber.

C'est à ce parti que l'on doit la sécularisation des réserves du clergé, l'abolition du double-mandat, le commencement d'une réforme électorale, d'un système de votation plus honnête et plus juste, la votation en un seul jour, l'abolition de la proclamation, les contestations d'élection décidées par les juges, etc., etc.

L'on peut dire que toutes les réformes importantes sont dues à l'opposition qui les a étudiées, discutées, et énergiquement demandées, pendant que le gouvernement ne s'occupait de rien autre chose que de se maintenir au pouvoir. Les conservateurs ne peuvent citer une réforme sans qu'on leur prouve immédiatement qu'elle a été d'abord demandée et réclamée par le parti qu'ils insultaient sans cesse tout en s'emparant de son travail.

Pour réussir à perdre de tels adversaires il fallait effrayer les populations, il fallait tromper le peuple et le clergé, et on se mit à l'œuvre. Les accusations les plus noires, les pamphlets les plus odieux, les calomnies les plus infâmes, tout ce que la fourberie peut inspirer à des hommes sans scrupule fut employé. On représentait les membres du parti libéral comme des hommes dangereux, comme des ennemis de la pire espèce ; on déclarait impudemment et avec audace que ces hommes voulaient reproduire en ce pays la révolution et le désordre ;

on les baptisait du nom de *rouges*, accolant par cette épithète ce parti au parti infâme dont la conduite en 93 a fait la honte et la terreur de la France. On mentait sans pudeur, l'on trompait sciemment et hypocritement des citoyens honorables et honnêtes dont on se jouait de la bonne foi, de la franchise, de la sincérité.

Ces accusations habilement exploitées eurent pour résultat d'attirer un immense discrédit sur le parti libéral et d'affaiblir momentanément son influence. Puis la peur, la corruption, l'achat au moment du danger de quelques âmes vénales, le minèrent encore et permirent aux soi-disant conservateurs de garder le pouvoir au grand préjudice du pays. Mais les dégoûtantes palinodies, les scandaleuses défections de quelques hommes—qui par leurs écrits adroitement rejetés sur tout le parti libéral avaient le plus contribué à le discréditer—purifièrent ce parti tout en faisant comprendre la mauvaise foi des chefs conservateurs. Les actes de honteuse dilapidation qui viennent d'être mis au jour ont définitivement fait ouvrir les yeux du public sur la valeur de ce parti.

Maintenant que l'effroi du mot *rouges* est entièrement passé, malgré la ridicule tentative que l'on fait pour en faire revivre les dangers imaginaires, nous le demandons en toute franchise, qui doute que les *rouges* ne soient aussi bons canadiens, aussi bons catholiques, que ceux qui s'intitulent conservateurs, et seuls défenseurs de la foi, de la morale et de la nationalité ?

Mais, dit-on, il y a parmi les *rouges* des hommes irréligieux ! C'est possible ; mais croit-on qu'il n'y en a pas parmi ceux qui s'intitulent conservateurs ? croit-on qu'il n'y a chez ces derniers que des modèles de religion et de conduite exemplaire ? croit-on qu'il faudrait chercher longtemps pour trouver à tous les degrés de l'échelle dite conservatrice, du sommet à la base, des hommes irréligieux, et des scènes scandaleuses, des exemples bien déplorables, bien tristes de la force des passions ?

Quelques *rouges*, dit-on encore, ont parlé et écrit contre le clergé ! Mais qui ignore que parmi les chefs et les écrivains conservateurs on a dit, privément, et publiquement, pis contre le clergé que jamais les *rouges* n'ont dit ? qui ignore que depuis quelques années surtout, des conservateurs ont dépassé en fait d'insultes au clergé ce qui s'est jamais dit en Canada ? Et en ce moment même les membres du clergé qui ont répudié le soi-disant parti conservateur ne sont-ils pas journellement insultés ? Pourquoi donc faire retomber sur tout un parti des actes isolés, des paroles souvent proférées dans des moments d'excitation et de colère ? Pourquoi juger un parti par les fautes et les erreurs de quelques-uns, et excuser ces mêmes fautes et ces mêmes erreurs chez un grand nombre de membres d'un autre parti ? Serait-on justifiable d'appeler les soi-disant conservateurs voleurs et faussaires parce qu'il y a eu dans ce parti des voleurs et des faussaires défendus par les écrivains, même par les chefs de ce parti ? Une semblable accusation ne serait-elle pas odieuse, infâme ! et cependant c'est la conduite que l'on a constamment tenue à l'égard du parti libéral.

Espérons qu'après la dure et longue expérience qu'il vient de faire, le peuple comprendra que c'est un malheur pour lui de s'attacher à des mots, à des qualificatifs qui ne signifient rien, plutôt qu'à des actes, qu'à des faits ; qu'il comprendra le danger de croire sur parole ces habiles exploiters qui orient sans cesse à l'ordre, à la paix, pour cacher sous des apparences trompeuses, leur honteuse conduite ; et que renonçant à une confiance trop aveugle à des chefs il retournera tout entier à une politique vraiment canadienne, vraiment nationale.

Le Parti dit Conservateur.

Qu'est-ce que ce parti qui sous le fouet de quelques hommes a régné depuis 20 ans en Canada ? qui s'est appelé

tour-à-tour libéral, puis libéral-conservateur, puis conservateur tout court, et qui maintenant revient à l'un de ses anciens noms, et s'appelle libéral-conservateur ? Qu'a-t-il fait ? quel a été son rôle ? quel a été le but de ceux qui ont guidé le pays et engagé si profondément l'avenir et les destinées du peuple canadien ? Ce parti, personne n'en doute maintenant, n'est que l'ancien parti tory, le parti de la politique anglaise avant tout, le parti de quelques intéressés toujours prêts à tout sacrifier et à tout faire pour rester au pouvoir et servir envers et contre tous, même contre leurs compatriotes, cette métropole qui n'a toujours cherché dans ses colonies que des sujets à exploiter plutôt que des sujets à faire grandir. Ce n'est donc pas le vrai parti conservateur ; bien plus on pourrait dire que ce n'est pas même un véritable parti politique. Car enfin qu'est-ce qu'un véritable parti politique ? c'est celui qui a des principes, un but vers lequel il marche, dont tous les actes et tous les efforts tendent vers ce but ; c'est en France le parti républicain, le parti légitimiste, le parti orléaniste.

Ces partis dont chacun a des principes diamétralement opposés aux autres se comprennent facilement. On comprend le parti républicain dont les membres veulent la république, et qui font tout en leur pouvoir pour établir ce système de gouvernement qu'ils croient de bonne foi le plus propre à faire le bonheur et la force de leur patrie. On comprend le parti légitimiste, le véritable parti conservateur français, qui veut l'ancien gouvernement absolu des Bourbons, qui veut le comte de Chambord, l'homme aux principes rigides, aux convictions profondes, et qui ne transige pas avec sa conscience. On comprend jusqu'à un certain point le parti orléaniste dont une bonne partie des membres, également opposés à la république et à la monarchie absolue, veulent la monarchie constitutionnelle. Mais un bon nombre des membres de ce parti ne veulent, comme les Bonapartistes, rien autre chose que le

pouvoir afin de vivre des sueurs de la France. Ce sont nos ex-ministériels qui n'adorent que le succès.

Les partis politiques doivent donc s'appuyer sur des principes solides, inébranlables, et monter ou tomber avec ces principes. Pourrait-on dire sur quoi s'est élevé et s'est maintenu le parti soi-disant conservateur canadien ? pourrait-on dire sans honte sur quoi il est tombé ? Il est vrai que ce parti, a eu le pouvoir pendant de longues années, mais cela ne prouve rien en sa faveur, car chacun sait que ce ne sont pas toujours les véritables partis politiques qui dominent, que souvent au contraire ce sont des partis d'intérêt, des partis qui ne représentent aucune idée, aucun principe, qui prennent tous les noms qui leur conviennent pour le moment, qui exploitent tous les préjugés, toutes les passions, et dont toute l'ambition est de régner et jouir.

C'est exactement ce qu'a été le parti qui s'est faussement intitulé *conservateur* en Canada. C'est le parti de quelques individualités, de quelques hommes, les uns habiles, les autres fourbes et hypocrites, tous exploitant la bonne foi des populations dans leur propre intérêt personnel, et servant l'Angleterre comme ils servaient le Grand Turc, s'ils y trouvaient plus d'avantage. Le chef conservateur en Canada n'est pas un homme qui représente les idées, les principes d'une masse de citoyens, c'est au contraire un homme qui impose ses propres idées, ses vues, à une foule de personnes qui lui obéissent, un bon nombre avec confiance et bonne foi, le reste parce qu'il récompense généreusement avec l'argent public.

Ce parti ressemble on ne peut plus à celui qui a régné en France pendant 20 ans, à celui qui sous Napoléon III criait bien haut qu'il était le vrai parti conservateur français, tandis qu'il n'était que le parti d'un homme et des intérêts qui l'entouraient.

Pendant 20 ans ces soi-disant conservateurs français ont eu le pouvoir, qu'ont-ils fait de la France ? Qu'ont-ils fait sous ce Napoléon dont tous les conservateurs

ici—il ne faut pas feuilleter longtemps nos journaux dits conservateurs pour relire ces articles—bénéissent ce règne pour la France, comme s'il pouvait résulter quelque chose de bien d'un gouvernement issu du parjure, du meurtre, de l'assassinat, de la corruption. Ont-ils fait la France plus grande, plus heureuse, et plus digne? Non, le règne de Napoléon a simplement ouvert les voies à tous les appétits, à la démoralisation poussée à l'extrême. L'honneur, les principes, les convictions, comptaient bien peu; le triomphe, le succès faisait tout le mérite. On adulait tout ce qui permet et procure les jouissances. La religion et la politique de ces hommes était le pouvoir; l'or, leur Dieu. La corruption était poussée à un tel point qu'on a vu, chose inouïe chez le peuple français, des hommes, au moment où leur patrie était plongée dans un abîme de malheurs, exploiter cette situation, profiter, avec l'appui de chefs, de ces douloureux embarras, pour détourner à leur profit les fonds qui devaient payer et nourrir le soldat chargé de défendre la France. Voilà ce qu'a produit ce système infâme qui durant 20 ans a pesé sur la France pendant que l'on jetait comme ici Bineuil et l'outrage à tous ceux qui déploraient le marche que l'on avait fait; voilà le système qui après avoir jeté la démoralisation partout s'effondrait et tombait sous le mépris de tous ne laissant après lui que les débris de la guerre prussienne et la Commune.

Lacordaire, dans ses admirables conférences de Toulouse, avait prédit cet abaissement de la France.

« Là, dit-il, où la patrie est un temple vide, qui n'attend rien de nous que le silence et le passage, il se crée tout autour, dans une oisiveté formidable, une énergique débauche. Les forces des âmes, s'il leur en reste, se dépense à se flétrir. Des têtes vides portent le poids des grands héritages, et des cœurs usés se traînent après des dignités qui leur remébraient. Un échange se fait entre la corruption des sujets et la corruption de leurs maîtres. Ceux-ci

« n'ayant rien à faire non plus, parce
« tout leur est permis, donnent le branle
« à la dévastation des mœurs; et tout
« s'en va, d'un pas unanime, au lieu où
« la Providence attend les peuples indi-
« gnes de vivre. Dans les pays de
« vie publique, le citoyen est inviolable;
« c'est-à-dire que ses biens, son hon-
« neur, sa liberté et sa personne sont
« à l'abri de toute atteinte arbitraire...
« Combien il en est autrement dans les
« pays de vie privée! La loi elle-même,
« s'y abaisse devant le caprice d'une
« volonté qui ne peut pas être prévue;
« la magistrature, mobile et dépendante,
« y obéit à d'autres ordres que ceux de
« la justice; et chacun, averti que son
« sort est entre les mains d'un seul
« homme, se retire dans une crainte qui
« domine ses actes, ses paroles et jus-
« qu'à sa pensée. Le plus bas des senti-
« ments, la peur, devient l'âme de ce
« peuple. L'hypocrisie se glisse derrière
« la peur, pour la diminuer; l'adulation,
« pour la dissimuler. Entre ces trois
« vices, qui s'invitent et se justifient l'un
« par l'autre, les cœurs s'avilissent, les
« caractères tombent; il ne reste debout
« que la servitude, et de certain que le
« mépris. »

Napoléon fit cesser ces conférences qui flétrissaient son règne. La liberté de la parole n'était que pour ceux qui s'agenouillaient devant le maître.

Ce règne de vénalité et de corruption est bien l'image de celui qui vient de finir en Canada.

La politique des chefs dits conservateurs, toute d'expédients, sans but arrêté, n'a pu produire d'autres résultats. Ils ont pris la nation canadienne-française unie comme un seul homme, tyrannisée, mais puisant dans son patriotisme un dévouement sans exemple, et marchant sous la conduite de grands patriotes vers la conquête d'un gouvernement libre. Ont-ils travaillé à conserver cette belle unité qui faisait notre force et notre gloire? Leur règne n'a-t-il pas été la corruption répandue dans toutes les sphères de la population? Leurs actes n'ont-ils pas été une prime constante offerte à toutes les

consciencés prêtes à capituler ? N'ont-ils pas mis la vénalité à l'ordre du jour ? N'ont-ils pas cherché à efféminer la population, à l'intéresser au lucre, à lui faire convoiter les situations lucratives, à faire enfin, au lieu de citoyens libres, de pauvres esclaves prêts à tout dans l'espoir de former partie d'une bureaucratie semblable à celle qui a fait tant de mal déjà au Canada ? Non, ils n'ont pas cherché franchement et courageusement l'intérêt de la nationalité ; ils n'ont eu qu'un but, garder le pouvoir par tous les moyens possibles, en ne reculant devant rien.

Ils n'ont pas seulement voulu faire croire à un parti dévoué, mais ils ont cherché à effrayer les populations. Ils avaient intérêt à ce que le peuple ne vint pas à s'apercevoir que de fait leur parti n'est qu'un parti sans but national, et ils n'ont pas hésité à tuer moralement leurs adversaires par les moyens les plus odieux, par la calomnie, la plus infâme, afin de rendre sans effet les dénonciations qu'ils redoutaient. Ils allèrent chercher dans l'histoire des révolutions européennes les noms les plus compromissés, les titres les plus infâmes par lesquels on désignait la canaille la plus coupable, les assassins les plus féroces, et ils donnèrent ces noms à tous ceux qui s'opposaient à leurs actes. Aujourd'hui encore il suffit d'être contre ces hommes pour être appelés *rouges, communistes, pétroleux, etc.* Par bonheur chacun connaît maintenant la valeur de ces épithètes.

Ce qu'il y a de plus étonnant, c'est qu'une partie du peuple ait pu aussi longtemps ajouter foi à ces dénominations malhonnêtes que l'on donnait à des adversaires ! C'est que le clergé lui-même ait pu y croire ! Car enfin, croit-on sincèrement que les oppositionnistes d'alors, les ministériels d'aujourd'hui, feront plus de mal à la religion, à la nationalité, que les anciens ministres ? Mais, il faut le répéter, les plus violentes attaques contre le clergé viennent des conservateurs ! Mais les chefs conservateurs se recrutent jusque dans la franc-maçonnerie ! Mais

leurs alliés sont tous des orangistes, les plus fanatiques ennemis des catholiques ! Est-ce que cette secte odieuse perd de son farouche fanatisme en s'alliant aux dits conservateurs ? De quel côté dans cette alliance monstrueuse sont venues et devaient venir les concessions ? en doute-t-on ?

D'autres fois l'on criait aux hommes providentiels en répandant l'idée que seuls les chefs soi-disant conservateurs étaient capables de défendre notre nationalité. L'on disait, par exemple, que sans M. Cartier le pays était perdu, la nationalité finie, que personne ne pouvait le remplacer. La mort est venue frapper cette homme et le pays a continué sa marche. Son successeur, M. Langevin, un autre homme providentiel ! vient de disparaître englouti pour toujours dans l'infamie du Pacifique, et sa chute n'a pas amené le grand cataclysme annoncé, le naufrage de la nationalité.

Quelle aberration de se laisser tromper par de semblables idées !

Mais pour réussir à répandre d'aussi absurdes idées il fallait une presse docile. On a alors créé, avec l'argent anglais, avec l'argent arraché sou par sou, piastre par piastre, au pauvre cultivateur, au malheureux ouvrier, une foule d'adorateurs bien payés. On s'est entouré d'écrivains mercenaires, sans principes et sans conviction, toujours prêts, pour plaire à des chefs, à oublier la patrie, et à remplacer une discussion honorable des faits par des personnalités, des insultes, par le mensonge, la calomnie, de basses insinuations, de lâches accusations, à se faire honteusement hypocrites, à se dire essentiellement religieux et moraux tandis que souvent... mais jetons un voile sur certaines choses.

Sans s'arrêter aux écrits payés de la plupart de ces écrivains, que l'on examine donc froidement la conduite des chefs conservateurs, que l'on mette en regard leurs paroles et leurs actes, et qu'on dise ensuite si réellement il y a chez ces hommes conviction, amour du peuple, du juste, du bien.

D'après leurs paroles et leurs écrits ce sont les soutiens-nés de la religion, de la nationalité, de l'honneur, de la morale, les véritables amis du progrès du pays. Mais de fait est-ce bien le cas ? N'est-ce pas eux plutôt qui n'ont rien su conserver, qui ont cédé à chaque instant nos droits religieux et politiques, qui ont sans cesse travaillé à démoraliser la population, qui ont refusé constamment, opiniâtrément, les réformes les plus nécessaires, les plus moralisatrices, ne cédant que poussés au pied du mur par l'opposition appuyée de l'opinion publique.

Eux les soutiens de la religion ! Mais protégeaient-ils bien la religion lorsque s'agitait dans le Haut-Canada la question des écoles séparées ? N'a-t-il pas fallu que leurs adversaires qui n'avaient rien à céder à des alliés orangistes, vinssent à monter au pouvoir pour régler cette question et rendre pleine justice aux catholiques ? Ont-ils protégé la religion au Nouveau-Brunswick ? Se sont-ils même occupés en bâclant la Confédération de savoir s'il y avait des catholiques dans cette province ? N'ont-ils pas depuis laissé leurs co-religionnaires en butte aux persécutions les plus odieuses ? N'ont-ils pas froidement et avec indifférence vu jeter en prison un membre du clergé qui refusait hardiment de se soumettre à une loi arbitraire ? Ah ! si les libéraux eussent été à leur place et eussent fait la même chose, de quelles malédictions n'auraient-ils pas été accablés. Il y a à peine quelques jours qu'ils sont au pouvoir, et déjà les chefs conservateurs et leurs écrivains trouvent que le nouveau gouvernement retarde à régler cette affaire tout en sachant que depuis 3 ans ils ont eux-mêmes, à dessein, laissé passer tous les délais constitutionnels.

Et cette loi du divorce pour la Puissance, et le Bas-Canada par conséquent, d'où vient-elle ? Et cette autre loi au sujet d'une cour de divorce au Nouveau-Brunswick vu que la cour existante ne pouvait juger toutes les causes, qui la

proposait ? et qui la secondait ? Qui l'a fait tomber ?

Et ce projet d'éducation qui en 1868 souleva l'indignation du clergé et du pays parce qu'elle tendait à mettre un jour à la tête de l'éducation un surintendant protestant, qui n'en était chargé et voulait la faire passer ?

Et combien d'autres questions religieuses n'ont-ils pas sacrifiées !

Eux les défenseurs de la nationalité ! L'ont-ils protégée ? N'ont-ils pas au contraire cédé un à un tous nos droits ? N'ont-ils pas marché de concessions en concessions ? N'ont-ils pas toujours béli le lendemain ce qu'ils avaient mandité la veille ? En veut-on des exemples ? Ils foisonnent. Personne n'a oublié les cris des soi-disant conservateurs contre la représentation basée sur la population que voulait M. Brown, cet homme-démon, comme on l'appelait alors, néanmoins un bon matin, le ministère étant sur le point de tomber, M. Cartier embrasse le terrible George Brown et lui cède ce sujet de discorde avec la Confédération.

Puis toutes les réformes demandées par les rouges n'ont-elles pas été d'abord violemment repoussées par les conservateurs, et finalement accordées par eux au moment où ils allaient tomber ? Et quand ils l'ont pu n'ont-ils pas feint d'accepter ces réformes tout en faisant décider par l'Angleterre à leur point de vue ? n'est-ce pas ce qu'ils ont fait pour le siège du gouvernement à Ottawa, pour le salaire de \$50,000 du gouverneur-général, et pour le bill du serment à propos du scandale du Pacifique ?

Et la Confédération, orléannée par l'Angleterre, et bâclée au moment où le parti conservateur s'écroulait, a-t-elle été faite dans l'intérêt canadien-français ? Notre nationalité n'y a-t-elle réellement rien perdu ? qui oserait le soutenir ! Les chefs conservateurs ont-ils protégé notre nationalité en nous alliant à toutes ces petites provinces qui nous étouffent et dont le fanatisme et l'avidité ne sont que trop connus ? Ont-ils défendu notre

Qui l'a

En 1868
et du
être un
urinten-
margé et
ns reli-

onalié !
au con-
droits ?
ions en
urs béli
andit la
les ? ils
les cris
entre la
oulation
norme-
a, néan-
re étant
tier em-
a et lui
Confé-

mandées
d'abord
onservat-
ar eux
er ? Et
feint
les fai-
ur point
ait pour
Ottawa,
gouver-
nement
e ?

de par
nt où le
a-t-elle
anglais ?
leissent
r ! Les
notre
ces, ces
ignent
ne sont
notre

nationalité à Manitoba où l'on a constamment refusé à Riel et à ses amis l'amnistie solennellement promise, où l'élément français, traité comme nous l'étions après la conquête, n'avait plus d'espoir d'obtenir justice que dans une lutte sanglante, si les conservateurs ne fussent tombés ?

Et nos pêcheries qu'en ont-ils fait lors du traité de Washington ?

Eux les soutiens de l'honneur canadien ! les défenseurs de la morale ! Le vieux honneur canadien-français, ils l'ont mille fois compromis dans des spéculations, en prodiguant l'argent public à des *jobbers*, dans le péculet, dans la concussion. Et le scandale du Pacifique a donné la mesure du degré de moralité où ils étaient descendus et où ils voulaient conduire le pays.

Eux les amis du progrès du pays ! Tout occupés du soin de se maintenir, ils n'ont rien fait d'efficace pour développer les ressources si nombreuses et si riches de notre pays ; ils n'ont en aucune manière cherché à encourager l'industrie nationale, à multiplier les manufactures afin d'employer et de retenir cette nombreuse population canadienne qui est allée bien à regret donner son travail et son intelligence aux Etats-Unis. Le tarif a toujours été fait au point de vue de la métropole, jamais au point de vue de l'intérêt canadien ; et nos terres ont été livrées à vil prix à des individus ou à des compagnies qui en retour souscrivaient, dans les luttes électorales, de larges sommes pour corrompre la population et soutenir un gouvernement si généreux.

Ils se vantent d'avoir fait quelques améliorations, d'avoir construit le Grand Tronc et l'Intercolonial. Certes le Grand Tronc a fait beaucoup pour les townships de l'Est et le pays en général, l'Intercolonial fera plus tard beaucoup aussi. Chacun admet cela, mais chacun avoue aussi, que ces chemins, le Grand Tronc surtout, ont coûté au pays bien plus qu'il n'en aurait dû, qu'ils ont été la

source de gaspillages énormes et d'une corruption effrénée.

De plus la construction de quelques chemins de fer n'est pas tout ce qui constitue un bon gouvernement ; il y a quelque chose de plus élevé et de plus obligatoire dont doivent s'occuper les administrateurs des affaires d'un pays, surtout pour nous Canadiens. Quel est d'ailleurs le parti, quelque mauvais qu'il soit, qui dans 20 ans, n'aurait pas fait quelques chemins de fer, quelque chose dans l'intérêt matériel du pays.

Voilà une partie de l'œuvre du soldisant parti conservateur, du lourd héritage qu'il a laissé au dévouement, au courage, au patriotisme de nos chefs libéraux, mais ce n'est pas tout encore.

Ces hommes—qui ne se sont maintenus que par la calomnie, la corruption, la violence, le parjure ; en se moquant de la justice et de l'honneur ; en s'entourant de nullités, d'incapacités ; en faisant le vide autour d'eux ; en ne voulant à leurs côtés que des instruments dociles car trop de capacités dans une chambre, disaient-ils, amènent des discussions dangereuses ; en s'efforçant de détruire dans les âmes tous ces beaux et nobles sentiments d'amour de la patrie qui seuls font surgir les grands dévouements ; en brochant tout enfan : dignité, patriotisme, conscience, ont laissé une trace profonde et funeste de leur passage.

Leur plus grande préoccupation, le but constant de leurs efforts a été d'emporter les élections à n'importe quel prix. Depuis des années l'opinion publique demande un changement radical dans le système électoral, et depuis des années l'ex-gouvernement a refusé de se rendre à une demande aussi légitime et aussi raisonnable. Pourquoi ? On ne le sait que trop. C'est qu'une bonne réforme électorale aurait été à ce gouvernement sa force toute entière, sa force et il ne reposait que sur la corruption.

En effet quelles sont en général nos élections en Canada depuis un grand nombre d'années ? Une véritable mascarade, un spectacle ignoble de scènes dégradantes. Le maître torture la con-

science de ses employés ; le marchand oblige son malheureux créancier à renoncer à son opinion ; les promesses les plus éblouissantes, les offres les plus séduisantes, sont faites à ceux qu'on veut acheter : on donne un emploi lu cratif à un fier à-bras, à celui qui a fait quelque sale besogne ; on récompense le vote du père par une place à son fils ou à un parent, à un ami ; l'argent public est employé non-seulement à acheter les voteurs, à répandre la boisson, à exploiter la misère du pauvre, mais encore à acheter des journaux, des orateurs ; l'honneur, la conscience, les convictions, tout se paie au poids de l'or. Puis si tout cela ne suffit pas, la terreur, une véritable terreur rouge, vient faire la reste. Ce n'est plus, dans nos villes particulièrement, l'honnête homme qui vote, on l'éloigne autant que possible, on l'effraye. Ce sont des misérables qu'on paie pour assommer les électeurs paisibles et voter à leur place ; ce sont des bandes de forcenés, à figures patibulaires, qui, ivres, trônent et règnent en maîtres aux abords des polls, surgissant, on ne sait d'où ni comment, semblables à cette écume vraiment rouge qui dans les grandes villes apparaît quand l'émeute gronde et que le crime et le pillage l'appellent. Triste leçon que les chefs dits conservateurs donnent à ces malheureux de leur force, et qui nous justifierait de leur appliquer à eux-mêmes le mot rouge avec plus d'exactitude qu'ils ne l'ont appliqué à leurs adversaires.

Quand on le peut, on vole les élections comme celle de Québec-Centre, en 1870 ; et, chose triste à dire, on a vu des gens trouver certaine finesse, certaine habileté dans de semblables actes. Peut-on désirer une plus forte preuve de l'abaissement du sens moral dans certaine partie de la population ; car que l'on suive les assises criminelles de tous les pays, et l'on trouvera toujours que les plus vulgaires criminels ont dans l'exécution de leurs crimes, mille fois plus d'habileté, de ruse, de génie, si l'on veut, que les escamoteurs d'élection, et jamais personne n'a eu l'idée de les en louer, mais

pour les élections, c'est différent, tout est bien qui finit bien.

Voilà le résumé des élections depuis longtemps. Les chefs conservateurs avaient tellement jeté l'effroi partout que chacun tremblait en ces jours. Est-ce la preuve que les actes du gouvernement conservateur étaient bons, honnêtes, patriotiques ? Est-ce la preuve que la majorité des citoyens était en leur faveur ? Est-ce la preuve qu'ils voulaient s'entourer d'hommes dévoués à leur pays avant tout ? N'est-ce pas la preuve plutôt qu'ils préféraient n'avoir sous la main que des machines à voter ?

Et qu'ont fait les chefs conservateurs du serment, du serment dans les affaires, et surtout du serment dans les élections ? N'ont-ils pas sans cesse travaillé à en diminuer la sainte horreur ? Autrefois c'était un moment solennel que celui où on allait jurer sur les Saints Évangiles de la vérité de ce qu'on disait. On ne s'y décidait que dans de graves et rares circonstances, et avec la plus profonde émotion. On sacrifiait même des intérêts personnels, de justes et légitimes réclamations, plutôt que de remplir ce devoir qu'on respectait au plus haut point, et on se fut cru coupable de parjure si on eût juré sans une profonde conviction. Aujourd'hui tout est bien changé. Les serments se font par malheur trop souvent avec une légèreté inexplicable, avec une indifférence, une insouciance impardonnable. On semble se rire de la sainteté du serment, et ce mal qui, Dieu merci, est encore loin d'être général, tend à se répandre avec rapidité.

Quelle est la cause de ce mal funeste ? Elle se trouve tout particulièrement dans la conduite et les actes des conservateurs, dans la multiplicité des serments. Rien ne peut se faire aujourd'hui sans que l'on soit appelé à jurer sur les Saints Évangiles de la vérité de ce qu'on affirme. L'ex-gouvernement dans le but de suppléer à ses besoins, et de combler les vides énormes causés dans le trésor public par des prodigalités et des gaspillages sans exemple, a dû pour se créer sans cesse de nouvelles sources de revenus,

imposer de nouvelles taxes et passer des lois tellement absurdes, tellement arbitraires, qu'il sait d'avance que jamais les populations ne s'y conformeraient s'il n'exploitait la sainteté du serment. Le commerce, les industries, tout est taxé, surtaxé, et à chaque instant, l'homme d'affaires est appelé à jurer. Mais en vulgarisant ainsi les choses les plus saintes et les plus sacrées, nos conservateurs ne leur ôtaient-ils pas ce cachet de grandeur qui inspire et commande le respect? Ne désentraient-ils pas cette crainte salutaire qui existe dans toutes les âmes lorsqu'il s'agit de remplir un devoir solennel? Qui oserait mettre cela en doute? En plaçant tous les jours une partie de la population entre un faux serment ou une forte taxe, il sait bien qu'il expose les consciences à une terrible et dangereuse tentation, que cette tentation renouvelée tous les jours peut finir, chez une âme faible et accoutumée à un serment routinier, par amener des hésitations, qu'après les hésitations viennent les défaillances, et qu'après une première faute, un premier parjure, les autres coûtent peu. La prestation journalière du serment rend le serment peu sérieux, on s'y familiarise, on se dit qu'après tout une prestation de serment ne peut être qu'une simple formalité puisque le gouvernement le multiplie ainsi, et on embrasse l'Evangile comme on embrasserait tout autre livre, soit pour taxes, soit encore pour voter.

Car c'est dans les luttes électorales surtout que le gouvernement a abusé du serment en corrompant les électeurs, en allant de maison en maison offrir de l'or en retour d'une conscience; en allant tenter le malheureux dans sa pauvreté, le misérable dans son ambition, en exploitant tous les malheurs, toutes les infortunes et toutes les hontes, en donnant à entendre qu'un serment d'élection n'est rien; en enseignant aux votants les moyens d'écluser le serment, ou d'échapper aux suites criminelles d'un parjure.

Les témoignages sous serment donnés par des chefs conservateurs dans la scan-

daleuse affaire du Pacifique montrent où ils en sont rendus avec le serment qu'ils ont exploité comme la religion. Et le fait d'un sénateur se rendant, dans une récente élection, à la porte d'une église, parler en faveur d'un candidat, et pendant une heure embrassant à chaque instant l'Evangile pour attester la vérité, souvent douteuse, paraît-il, de ce qu'il disait, comble la mesure pour toute âme honnête, et fait comprendre jusqu'où les chefs conservateurs ont poussé le cynisme et la corruption.

La corruption! Notre pays est jeune comme gouvernement constitutionnel et cependant, grâce aux hommes qui l'ont dirigé depuis 20 ans surtout, il laisse déjà bien loin derrière lui les autres pays. De fait il régnait depuis quelques années en Canada un système de corruption insoutenable; et dans cette lutte honteuse avec les autres nations on n'a rien vu en comparaison des plus corrompues. Et ce qui est le comble de la honte, ce qui est si peine croyable et ne s'est vu qu'ici, c'est que des journaux conservateurs déclarent cyniquement que la corruption est nécessaire, légitime et juste, bien plus qu'un homme peut même travailler et écrire contre son opinion pour gagner un salaire.

À chaque nouvelle élection générale nos ministres ont inventé un nouveau engin électoral afin de s'acheter une majorité et garder le pouvoir. On a vu défiler entre autres le Grand-Tronc, les bâties d'Ottawa, la Confédération, l'Intero colonial, et enfin le Pacifique qui a couronné dignement une longue suite de turpitudes. Toute amélioration était subordonnée aux élections. Un immense patronage s'était ainsi étendu partout, une influence funeste se faisait sentir dans toutes les circonstances, rien ne pouvait plus se faire sans que la protection ou la haine du gouvernement ne se fît sentir. On refusait tout à celui qui ne le courrait pas devant l'opinion publique du paysan. On exploitait l'intérêt de chaque, on récompensait la lâcheté, la trahison. Celui qui rendait son

opinion, ses principes, ses convictions, recevait en retour une situation lucrative, un bon contrat, un job quelconque. Une partie de l'argent public était ainsi gaspillé à jeter la démoralisation dans les Ames. Comment veut-on que l'immoralité lorsqu'elle part d'en haut, lorsqu'elle part des chefs, ne pénètre pas peu à peu dans toutes les couches de la société. Quand le puissant donne l'exemple de la corruption pour obtenir encore plus de bien-être, comment veut-on que le misérable affamé, que le pauvre ne suive pas cet exemple, ne sacrifie pas pour quelques piastres, pour du pain peut-être, un droit et une opinion dont il n'apprécie pas trop toute l'importance. Comment veut-on que le peuple reste honnête, avec de tels exemples, de tels enseignements ! Un voile épais de corruption, de bassesse, de servilité, s'est donc étendu sur le pays, sous l'inspiration de ces hommes. De bien tristes et de bien nombreuses palinodies ont démontré que tout ce qu'ils touchent se corrompt, qu'au lieu d'élever les Ames, ils les dégradent, qu'au lieu de traiter les jeunes gens qui les entourent comme des hommes, d'en faire des patriotes, ils en font des esclaves, des valets, ils brisent de beaux et grands avenir parmi leurs propres partisans, de crainte que plus tard ces jeunes gens capables ne deviennent des rivaux dangereux. Ils ont même poussé la corruption jusqu'à exploiter la justice, la conscience des juges pour parvenir à leurs fins.

On a cité quelquefois des cas de corruption aux Etats-Unis, et on mettait ces actes en parallèle avec notre conduite afin d'inspirer une horreur profonde pour les institutions républicaines; mais certes nous n'avons plus rien à dire contre les Etats-Unis, les cas cités avec tant de plaisir pâliscent devant ceux qui nous font aujourd'hui rougir ; et ce ne sont plus comme chez nos voisins des employés—que l'on sait punir encore aux Etats-Unis—mais ce sont nos chefs, des ministres, les gardiens de la morale, de l'honneur, dont les actes coupables rei-

tent impunis. Le monstrueux scandale du Pacifique qui a frappé le monde d'étonnement, et qui vient d'engloutir dans un abîme de honte et d'infamie l'honneur de ces ex-ministres, nous donne une idée du degré d'abaissement où nous conduisait, et de ce que ces hommes ont dû faire dans leur passé routé jusqu'à présent quelque peu mystérieux.

Le résultat de ce système permanent de corruption a été de jeter dans une grande partie de la population le doute et la défiance, d'y faire régner une apathie profonde, un affaiblissement, une prostration complète. On avait tellement intéressé une foule d'individus par l'espoir de récompense que chacun espérait et fléchissait ; on avait tellement abaissé le niveau de la moralité publique qu'un grand nombre de citoyens profondément démoralisés n'avaient plus le courage de protester contre les actes les plus coupables ; à peine osaient-ils parler privément, et encore regardaient-ils si personne ne les entendait, tant ils tremblaient devant les monarques et les journaux ministériels. Le but évident des chefs était d'abatardir tout esprit public, de répandre partout l'indifférence pour les affaires, de faire prévaloir l'intérêt personnel avant tout, en rendant le peuple sceptique, n'ayant plus de principes, d'opinions arrêtées, n'ayant plus confiance dans aucun parti, dans aucune cause, dans aucun homme politique, ne voulant que faire fortune, que bien vivre, n'adorant qu'un Dieu, l'or.

Voilà les leçons qu'ils ont données aux nouvelles générations ! Croyaient-ils qu'en faisant disparaître du cœur de l'homme tous les instincts généreux, tous les sentiments d'honneur, de patriotisme et de foi, l'on récolterait paix, bonheur, bénédiction pour le pays !

Ils ont été bien près de réunir, d'empêcher tout progrès réel, tout agrandissement du peuple, toute élévation des masses, et de régner despotiquement par la peur, l'intérêt, l'exploitation de la misère et de tous les vices. Heureusement qu'une salutaire réaction vient de s'opérer, et que nos ex-ministres n'étai-

gnés de ce dévouement aux intérêts publics qui faisait autrefois nos grands citoyens, si éloignés de cet amour de la patrie qui rendait nos pères capables de mourir pour la défendre, ont vu que malgré tous leurs efforts nos populations ne sont pas disposées à se laisser façonner à leurs sinistres projets, à descendre à cet état d'abaissement, de prostration morale où les honnêtes gens ont peur, où les âmes corrompues jubilent, où la lâcheté domine, où il n'y a d'énergie que pour le mal, de faiblesse que pour le bien.

Car l'histoire nous montre que lorsque cette corruption arrive, que lorsque les abus en sont rendus à ce point, les peuples tombent, ou passent par de terribles épreuves et subissent une transformation inévitable. L'histoire de notre pays nous en fournit une bien triste preuve. Quand, en 1763, le Canada passa de la France à l'Angleterre, la démoralisation, partie du gouvernement français qui marchait aux terribles événements de 93, s'était répandue en Canada. Une dizaine de misérables se gorgaient d'or et de jouissances, pendant que le peuple souffrait et mourait de faim et de misère, quand il ne mourait pas héroïquement sur les champs de bataille. La corruption était partout dans l'administration, la trahison était à l'ordre du jour, et des chefs désiraient la prise du pays par l'ennemi afin de cacheter leurs infamies et leurs dilapidations. Depuis longtemps nous sommes presque dans la même position, le peuple souffre, s'exile, et les chefs jouissent, les concussionnaires, les décalotaires sont récompensés, placés. On se croirait vraiment sous Bigot, si on ne sortait de sous Langelin.

Et ces hommes accusent leurs adversaires d'être des rouges, les ennemis de la nationalité, quand ce sont eux qui pour satisfaire leurs passions, pour de mesquins intérêts, ont jeté partout la corruption, ont enseigné une basse servilité, ont créé l'état de choses actuel. Ne sont-ils pas plutôt les véritables rouges ? Et ils crient bien haut qu'ils sont les seuls défenseurs de la religion, de la

morale, de l'honneur du pays qu'ils vendent, qu'ils ont enfin le vrai parti conservateur. Quelle dérision ?

De fait l'on peut dire, comme Vecillot : " Nous ne croyons pas aux partis conservateurs tels qu'ils paraissent à la surface dans les manifestations officielles... " les majorités conservatrices n'ont rien conservé ; de proche en proche elles ont tout livré et se sont livrées elles-mêmes aux minorités violentes qu'elles semblaient combattre ; mais auxquelles en réalité elles obéissent. "

La même chose est arrivée en Canada. Nous soi-disant conservateurs semblaient défendre nos droits ; ils le disaient à chaque instant, mais ils ont tout cédé au fanatisme de ceux qui avant tout sont hostiles à l'élément français et catholique.

LE DEVOIR.

Mais maintenant que les chefs qui perscrutent cette politique malhonnête, égoïste, personnelle, et anti-nationale, sont tombés pour toujours, espérons-le, maintenant que les hommes qui se proclamaient chefs d'un parti soi-disant conservateur, tout en n'étant en réalité que les exécuteurs de la politique anglaise, que des ambitieux sacrifiant à leur orgueil, à leur soif de l'or et du pouvoir, à leur intérêt personnel, l'intérêt et l'avenir de leurs compatriotes et de leur pays, sont disparus à jamais, est-ce que nous ne comprenons pas l'intérêt vital qu'il y a pour nous de mettre fin à nos divisions et de n'avoir qu'une seule politique, une politique nationale, canadienne-française ? est-ce que nous ne comprenons pas où l'on va dans cette voie ténébreuse, pleine de dangers et de périls, où nous avons brusquement jeté l'Angleterre depuis l'Union, et qu'ont aveuglément suivie la plupart de nos chefs ? Est-ce que nous ne comprenons pas que l'on marche rapidement à la ruine du pays, à l'annihilation de notre race et de tout ce qu'elle représente, sous le triple rapport de la religion, de la langue et des moeurs.

On a beau dire que maintenant les dangers ne sont plus les mêmes qu'avant 37. erreur. Avant 37 la métropole travaillait directement, ouvertement, contre notre race; depuis 1840, depuis l'Union, cette guerre ouverte a été abandonnée, mais la lutte ne s'en continue pas moins sous une forme moins apparente, mais par cela même plus dangereuse.

Autrefois elle travaillait à la perte des Canadiens, par ses farouches proconsuls, par ses lois martiales, par l'arbitraire, par le sang; depuis 1840, elle travaille à son but par l'achat de nos propres chefs, par des canadiens vendus à sa politique, et prêts à diviser, et à perdre leurs compatriotes pour la faire réussir.

Avant l'Union elle ne pouvait rien contre nous, sa haine nous faisait au contraire grandir d'une manière étonnante, en nombre et en influence, abrités sous le drapeau national fièrement porté par des chefs dévoués et patriotes. Depuis, depuis que nos hommes sont à deux genoux devant la volonté de la métropole, personne n'oserait le nier, nous perdons sans cesse. Au terrain, notre influence a diminué, nous n'existons enfin que comme partie d'une confédération où nous sommes noyés, noyés par le Haut-Canada, par le Nouveau-Brunswick, par la Nouvelle-Ecosse, par une foule de petites provinces que l'on est allé chercher sans raison, à qui on a tout prodigué pour avoir de bons partisans. Notre langue même n'est plus parlée que dans notre gouvernement local. Dans la Chambre fédérale elle ne compte réellement pas.

L'étude d'ailleurs des actes de la métropole à l'égard de notre nationalité a depuis longtemps convaincu les hommes sincères qu'elle ne nous veut aucun bien, que son égoïsme et son fanatisme dominant partout, et que ses intérêts sont tout différents des nôtres. Sans cela elle n'eût pas eu besoin d'introduire ce système immonde et détestable de la corruption parmi nous, elle n'eût pas eu besoin de faire d'un grand nombre de nos hommes politiques des hommes vénals que la soif de l'or et des titres

abaissés et humiliés. Mais avec de l'or et des titres prodigués à nos chefs elle est parvenue à nous affaiblir de plus en plus, à se débarrasser de ses obligations envers nous, des quelques sacrifices qu'elle faisait pour notre pays, elle est parvenue à nous charger de ces mêmes obligations, tout en conservant pour ses marchands les mêmes avantages qu'autrefois, la même facilité de nous exploiter.

Qu'on ne dise pas que ces titres ne prouvent nullement la faiblesse de ceux qui les ont reçus, du moins comme règle générale, car il suffit de jeter un coup d'œil sur le scandale du Pacifique pour se convaincre de la valeur des hommes qui les ont reçus. Ce sont tous des titres qui ont trempé dans cette sale affaire, ce sont tous des tenants de la politique anglaise quand même, Sir J. A. Macdonald, Sir G. E. Cartier, Sir Francis Hincks, Sir Hugh Allan, M. Langevin, compagnon du Bain.

La position qui nous est faite est grave, le pays tout entier, mais surtout, et d'une manière toute particulière, la province de Québec, a souffert énormément de la politique qui domine depuis trente ans. Jamais peut-être, même aux jours les plus sombres de notre histoire, les canadiens n'ont eu un plus pressant besoin d'union et d'entente. C'est pour cela que tous les hommes vraiment amis de leur pays devaient faire acte d'abnégation et travailler à faire du peuple canadien un peuple uni comme autrefois, et veillant avec jalousie à sa conservation, au maintien intégral de ses vieilles institutions, de ses antiques privilèges, et au développement de ses intérêts matériels, politiques, et sociaux.

Tel est le devoir des chefs canadiens-français, tel est le devoir de tous nos hommes publics qui tout en travaillant au bien commun, au bien général, tout en rendant en tout et partout pleine et entière justice à nos concitoyens d'autres origines avec lesquels nous devons vivre et faire prospérer notre commune patrie — doivent travailler à rendre notre race forte et unie, capable de compter avec les autres éléments qui peuplent le

cel canadien. Pourquoi ces tristes divisions parmi nous ? Pourquoi ces partis politiques ? Ont-ils leur raison d'être ? Y a-t-il en Canada, chez une partie notable de la population, des idées, des principes, qui nous divisent profondément et nécessitent ces distinctions politiques ? Certainement non. Pourquoi donc existent-elles ? Pourquoi ces épithètes de rouges, de *communards*, etc. ? Pourquoi vouloir assimiler les idées des ministériels actuels aux idées des gens de la Commune ? On ne le comprend que trop. Tout cela n'a qu'un but, c'est de masquer le vide d'idées et de principes chez ceux qui accusent ; c'est de leur part le besoin de faire croire hypocritement à la sincérité de leur dévouement à la patrie.

Mais cela ne peut toujours durer, il vient un temps où le peuple fatigué, irrité, secoue la torpeur où on le tenait, comprend la valeur de ce qu'on fait miroiter à ses yeux, et brise les instruments de son malheur ; il vient un temps où le mensonge, la fourberie, la calomnie, cessent de gouverner, et où les bons et honnêtes citoyens de tous les partis s'unissent et forment une ligue, la ligue des honnêtes gens, contre ceux qui exploitent le pays ; et ce temps est arrivé. Le peuple comprend ce que valent ces appels aux préjugés, à l'ignorance, dont on se sert contre des adversaires honorables, et il veut en finir ; il a la puissance, il a le nombre, il a la force, il ne se laissera pas entraîner par le vertige dans l'abîme où on voulait le conduire.

Oui il faut en face des dangers qui menacent notre nationalité mettre de côté toutes ces ridicules distinctions qui jettent dans des camps opposés des hommes animés des mêmes sentiments, repousser hardiment ceux qui avant l'avènement et le salut de la patrie placent l'intérêt d'un parti, d'une coterie, d'un chef politique ; il faut, purifiés par les épreuves et retournant au patriotisme et à la sagesse de nos pères, à cette vieille énergie, à cette fière virilité qui les faisait relever la tête sous la menace ou l'infortune, réunir nos forces pour sortir de notre position, marcher unis dans le

vieux sentier abandonné depuis 30 ans, et montrer que nous n'avons pas dégénéré ; il faut enfin un gouvernement, des chefs qui ne s'occupent pas tout d'abord des intérêts de la métropole, mais qui s'occupent surtout des intérêts canadiens, qui amènent une réforme dans notre système administratif, dans notre système électoral, qui écrasent la corruption, mettent fin aux abus, concitent avec la conscience publique, fassent régner la justice, l'équité, l'honneur, dans le pays, et nous débarrassent aussi de l'étreinte de ces grandes corporations, comme le Grand-Tronc, par exemple, dont l'influence fatale se fait sentir partout.

Un examen froid et impartial de la situation du pays nous montre qu'il n'y a pas lieu d'être satisfait de l'œuvre accomplie, qu'il n'y a pas lieu de dire que nous avons été bien gouvernés par ce parti qui heureusement vient de mourir de ses propres excès. Ceux qui ont appuyé de bonne foi ce parti de quelques hommes, l'ont pour la plupart abandonné aujourd'hui, s'en sont retirés de dégoût, et se sont ralliés au parti vraiment national, vraiment canadien, qui a pris pour mot d'ordre : probité et honneur.

Que le peuple donne un franc jeu aux hommes sincères et vraiment patriotes qui viennent d'être appelés au pouvoir. Qu'on les appelle *rouges*, *libérâtres*, *communistes*, le nom n'y fait rien, les actes sont tout. Qu'importe l'épithète injurieuse que l'on donne à des hommes, si ces hommes, par leur dévouement et leur patriotisme, rendent le pays prospère, le peuple heureux. Si leur conduite ne répond pas à leur promesse, s'ils tombent dans les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs, s'ils négligent comme eux les intérêts de leurs compatriotes, de leur pays, alors le devoir de tout bon citoyen sera de les repousser, mais pas avant, si l'on veut être juste, et si l'on travaille sincèrement dans l'intérêt du pays. Tous les hommes qui ne se laissent pas guider par un ridicule fétichisme pour un chef ou un soi-disant parti, tous ceux qui placent au-dessus

de tout, les questions de race, de principes, de nationalité, de justice, doivent donc s'entendre pour mettre fin à ces haines de parti, à ces tristes dissensions qui nous perdent; tous ceux qui par leur position, par leur haute et légitime influence sur les populations, sont les guides naturels du peuple, doivent s'entendre pour mettre fin au parti des intérêts personnels, pour repousser ceux qui veulent vivre et grandir de nos divisions intestines, pour combler l'abîme creusé par ceux qui se sont vantés d'être

anglais avant tout, par ceux qui ont constamment enfin sacrifié notre pays et notre race aux vœux de l'Angleterre; et qui dans ces jours de plus en plus difficiles que nous traversons voudraient encore que l'on dit à la métropole comme autrefois les gladiateurs à César au moment où ils allaient mourir : *Morituri te salutant, Caesar.*

C. J. L.-LAFRANCE.

Québec, décembre 1873.

qui ont
le pays et
terre, et
plus diffi-
cilement
métropole
à César
mourir :